

Prologue

Pourquoi Cao Bang ?

Après le coup de force japonais du 9 mars 1945, la France est évincée d'Indochine. Nos soldats sont massacrés ou emprisonnés. Au Tonkin, les rescapés gagnent la Chine avec la colonne Alessandri.

Le Japon, en capitulant en août 1945, laisse la place au Viêt-minh (ligue nationaliste créée par le Parti communiste indochinois) qui prend le pouvoir à Hanoï et proclame le 2 septembre la République démocratique du Viêt-nam. Conformément à la décision des Alliés à Potsdam, les Anglais occupent le sud du seizième parallèle, et les Chinois le nord, afin de désarmer les troupes japonaises.

Le gouvernement provisoire du général de Gaulle décide de rétablir la souveraineté française en Indochine, ce qui n'exclut pas l'indépendance à terme. Les Anglais cèdent avec fair-play la place à nos troupes, commandées par le général Leclerc. Les principales villes sont réoccupées par des raids audacieux, le Viêt-minh du sud se réfugie dans la brousse et s'installe dans la guérilla, sous la conduite de Nguyễn Bình.

Au nord, la situation est différente. Le Viêt-minh lui-même est nettement plus puissant qu'au sud. Et les Chinois ne montrent aucun empressement à nous céder la place. La République démocratique du Viêt-nam, qui prête volontiers à son puissant voisin qui l'occupe des idées annexionnistes, signe avec la France les accords du 6 mars 1946. Les troupes françaises débarquent au Tonkin, et les Chinois se retirent après avoir mis le pays en coupe réglée. Au Viêt-minh, deux personnalités dominent : Hồ Chi Minh, le politique, et Võ Nguyễn Giáp, qui commande alors une armée d'environ 50 000 hommes.

Mais le désaccord de fond subsiste entre la RDV et la France. La première veut l'indépendance immédiate et l'union des trois

«KY», Tonkin, Annam, Cochinchine, placés d'emblée sous l'autorité centrale du gouvernement qui s'est autoproclamé et installé à Hanoï. La France veut un cadre fédéral et faire de la Cochinchine une République autonome. Au Tonkin, les incidents locaux se multiplient, et c'est finalement le coup de force du Viêt-minh du 19 décembre 1946 au soir. Les Français ne sont que 15 000 hommes et Giap espère se rendre maître de la situation avec ses 60 000 hommes et le bénéfice de la surprise. Les troupes françaises soutiennent le choc et, après deux mois de combat, finissent par dégager les garnisons attaquées, Hanoï, Haïduong, Tourane, Hué. Le gouvernement et les meilleures troupes vietminh se retirent dans le réduit tonkinois, le Cao Bac Lang. La guerre d'Indochine est commencée.

Au Tonkin, le général Valluy décide d'investir le réduit vietminh, la zone montagneuse comprise entre Thai Nguyên, Bac Kan, Cao Bang, Langson. À Bac Kan, en octobre 1947, Hô Chi Minh et Giap échappent de peu aux parachutistes. Des points forts sont établis sur la RC 4, de Langson à Cao Bang, pour tenir la frontière de Chine, et sur la RC 3, jusqu'à Bac Kan.

Et le drame de l'Indochine commence : les gouvernements successifs ne sauront ni faire la guerre, en donnant à temps les moyens suffisants pour la gagner, ni faire la paix. Dans cette tragédie la RC 4, la route coloniale n° 4, tient une place sanglante.

Le fret aérien est à l'époque inexistant. Des convois partent de Langson pour ravitailler les postes, chargés à l'origine de tenir le pays, de conquérir la population et d'assurer le renseignement. Des embuscades de plus en plus importantes et meurtrières sont tendues par les troupes de Giap. La RC 4 devient pour les légionnaires du 3^e Étranger et les tringlots la « route sanglante », et le sinistre défilé de la 73/2, entre That Khé et Dong Khé, le « boulevard de la mort ». Peu à peu, l'activité principale des postes sera la fameuse « ouverture de route », afin d'assurer le passage des convois, qui n'existaient eux-mêmes que pour ravitailler les postes.

Les postes sont attaqués, les plus vulnérables tombent. En juillet 1948, Phu Tong Hoa, sur la RC 3, entre dans la légende avec sa victorieuse résistance à une puissante attaque vietminh appuyée par l'artillerie. Mais la situation devient intenable, les postes secondaires de la RC 4, ainsi que les postes frontières comme Talung*, Po Ma, Bi Nhi, sont abandonnés pour venir renforcer les places fortes principales de la Haute Région : Cao Bang, Dong Khé, That

* Le poste de Talung est alors tenu par le lieutenant Denoix de Saint Marc.

Khé, Na Cham, Dong Dang. La RC 3 (avec Bac Kan) est abandonnée. La Moyenne Région, de Langson à Tien Yen, reste relativement calme. Mais chaque passage de convoi entre Langson et Cao Bang devient une véritable opération militaire, nécessitant des effectifs de plus en plus importants.

Il fallait toutefois pacifier le Sud et le delta tonkinois, pour des raisons aussi bien tactiques (priver le Viêt-minh de la récolte de riz) que politiques : assurer une souveraineté de terrain et de population au nouvel État vietnamien. Car la France en 1948 a accordé l'Indépendance au Viêt-nam, en jouant la carte Bao Daï, l'ancien empereur d'Annam. Elle espère ainsi rallier au camp occidental les Vietnamiens nationalistes.

Le général Revers, envoyé en mission en mars 1949 par le gouvernement français, préconise, dans son rapport secret signé en juin, le repli de Cao Bang : nos effectifs sont insuffisants pour exploiter nos succès de 1947, nos lignes de communications sont dangereusement harcelées, et celles de la zone frontière seront intenablement quand les communistes chinois viendront border le Tonkin. Et c'est l'« affaire des fuites » : on découvre fortuitement que des copies du rapport remis au gouvernement sont arrivées en de multiples mains, y compris dans celles de Tran Ngoc Danh, le représentant d'Hô Chi Minh en France (car le Viêt-minh, en guerre avec nous, a une délégation permanente à Paris!). L'histoire est tellement embarrassante qu'on l'enterrera après quatre jours d'enquête par une ordonnance de non-lieu sur demande de M. Ramadier, ministre de la Défense nationale, au motif que le rapport secret du général Revers ne constituerait pas un secret de Défense nationale ! L'affaire est enterrée, et le repli de Cao Bang aussi. Il était malgré tout encore aisément faisable sans risque, et le général Blaizot, commandant en chef en Indochine, s'appêtait à le réaliser pour octobre 1949, mais M. Pignon, le haut-commissaire de France à Saïgon, s'oppose à cet abandon de territoire qui politiquement ferait mauvais effet auprès des dirigeants du jeune État vietnamien. Il obtient le limogeage de Blaizot, remplacé en septembre 1949 par un général plus docile, le général Carpentier, qui annule immédiatement le resserrement du dispositif militaire préparé par son prédécesseur. Mais le maintien de Cao Bang pour des raisons politiques n'est pas accompagné par l'envoi de renforts qui aurait dû logiquement en être la conséquence.

En Chine, l'armée nationaliste continue de battre en retraite. Talonnées par les colonnes de Mao Tsé-toung, plusieurs divisions passent la frontière tonkinoise en décembre 1949. Elles y sont désar-

mées par nos maigres troupes et acheminées vers un lieu d'internement temporaire. Les forces communistes s'arrêtent à la frontière.

À partir de ce moment, la guerre d'Indochine ne pouvait plus être militairement gagnée, tout au moins par la France seule. Elle avait déjà cessé d'être le simple conflit de souveraineté qu'elle semblait être à ses débuts. Elle est un des fronts de la conquête de l'Asie par le communisme. Tout comme la guerre de Corée qui éclate en juin 1950.

Avec les communistes chinois à la frontière, Giap peut augmenter considérablement son potentiel. Ses troupes voient leur armement renforcé, y compris en armes lourdes. Le ravitaillement en vivres et munitions est assuré, les camps chinois arment et entraînent les recrues et les troupes de choc. Le Viêt-minh dispose d'un sanctuaire.

En mai 1950, avec ses troupes d'assaut et sa nouvelle artillerie, le Viêt-minh attaque et prend Dong Khé, reconquis immédiatement par les parachutistes. La question de l'évacuation de Cao Bang est de nouveau posée. Il y a les partisans du maintien. « Cao Bang est imprenable. C'est un abcès de fixation. Cao Bang abandonné, l'aide chinoise pourra utiliser nos routes », disent-ils. Il y a aussi les partisans du repli. « L'aide chinoise peut aisément contourner Cao Bang. Cao Bang tombera un jour, avec un adversaire renforcé sans arrêt par les communistes chinois. »

Le gouvernement tranche : Cao Bang sera évacué. La date est fixée, ce sera le 1^{er} octobre*. Les exécutants sont tenus dans l'ignorance jusqu'au dernier moment. Mais, apparemment, pas le Viêt-minh : début septembre, ses troupes se regroupent à la frontière de Chine. *Tout est en place pour la tragédie :*

— le décor : la sinistre RC 4, avec, à partir du nord de That Khé, ses impressionnants massifs de calcaire dont les parois abruptes sont creusées de multiples grottes masquées par la végétation ;
 — les hommes : un rapport de forces écrasant. Côté français, 5 000 hommes en deux colonnes séparées, qui devront affronter en terrain défavorable 25 000 soldats réguliers du Viêt-minh, appuyés par de l'artillerie et disposant d'imposantes réserves en Chine, dont la frontière est toute proche ;
 — les meneurs de jeu :

• côté français, le général Carpentier, qui vient du Maroc et ne connaît guère l'Extrême-Orient. En même temps qu'il prépare le

* La date sera ensuite repoussée au 3 octobre, 0 heure.

repli de Cao Bang, il programme une autre opération, la prise et l'occupation de Thái Nguyên. Cette opération entre dans le cadre du réajustement du dispositif. Sa réalisation simultanée avec le repli de Cao Bang donne à ses yeux l'avantage de compenser ce retrait aux yeux de l'opinion publique française et indochinoise. Il espère en même temps attirer les troupes Viêt-minh vers Thái Nguyên et donc soulager d'autant Cao Bang. Il commet ainsi l'erreur impardonnable de disperser ses forces, alors que Giap concentre les siennes en zone frontière ;

• côté vietminh, Giap, qui depuis quatre ans mène sa guerre, selon les principes de Mao Tsé-toung, son maître spirituel, sur les plans militaire et idéologique. Les principes de Mao, il les connaît bien et il les applique : « L'ennemi avance, nous reculons. L'ennemi s'arrête, nous le harassons. L'ennemi est fatigué, nous l'attaquons. L'ennemi se replie, nous le poursuivons. »

Giap ne s'opposera pas à notre opération sur Thái Nguyên, lui opposant le vide. Par contre il attaquera nos troupes lors du repli de Cao Bang. Et il le fera en appliquant un autre principe de Mao : « En stratégie de 1 contre 10, en tactique de 10 contre 1. »

En clair, peu importe d'être, sur l'ensemble du territoire, numériquement inférieur à l'adversaire. Ce qui importe, c'est la supériorité écrasante sur le point choisi pour l'affrontement. Et c'est toujours à plus de dix contre un que Giap attaquera les colonnes montantes et descendantes de l'évacuation de Cao Bang. Il a les troupes qu'il faut pour cela. Car là aussi il a suivi les phases recommandées par Mao pour mener « la guerre de libération » :

« 1. Défensive stratégique. On n'affronte pas l'adversaire. On mène la guérilla, en menant des rapides attaques sur des petits éléments ennemis. Pendant ce temps-là, on constitue, à l'abri des coups, une force de manœuvre.

2. Constitution de forces régulières et reconnaissance du gouvernement révolutionnaire par des puissances amies. »

Giap, sur le plan militaire, et Hô Chi Minh, sur le plan politique, ont mené à bien ces deux premières phases de la méthode Mao. Il leur reste à passer à la troisième : « 3. Contre-offensive générale. »

La « contre-offensive générale » va commencer avec les furieux combats et le désastre de Cao Bang. Elle se poursuivra jusqu'à Diên Biên Phu et Genève.